

Afrique, Russie, agriculture : le monde avance **FRANCE, RÉVEILLE-TOI !**



Focus
6-7



L'éditorial
de **Jacques
Cheminade**

La caverne de Platon

On connaît l'allégorie de la caverne de Platon. On réalise moins qu'aujourd'hui, nous sommes en plein dedans, prisonniers de la société des images et de la multiplication des perceptions sensibles qui distraient l'attention de l'autodestruction économique et sociale du monde où nous vivons. Dans le livre VII de sa *République*, le philosophe grec nous décrit des hommes enchaînés dans une caverne, voyant passer sur un mur des formes qui ne sont que des ombres projetées par un feu allumé derrière eux. Ils prennent ces ombres pour la réalité. Des sons, ils ne connaissent que des échos confus. Dédire et induire à partir de là ne conduit qu'à renforcer les murs de la prison.

Notre monde occidental est aujourd'hui dominé par la priorité financière du court terme et ses incessantes productions d'objets marchands. Ce qui se vend vite est ce qui produit l'effet le plus fort sur nos sens, ce qui littéralement les enchaîne. Nos concitoyens croient que ce sont leurs goûts, mais ce qu'ils voient et entendent est fabriqué en chaîne. Ce qui passe sur nos smartphones, comme la World music, n'est que le produit de

l'accumulation et de la manipulation de données. L'individu avale les produits du big data comme les enchaînés de Platon leurs ombres. Tuma Basa, qui supervise la programmation de Spotify, la chaîne suédoise de streaming, peut ainsi se vanter de transformer un rappeur débutant en star synthétique du hip-hop. D'anciens employés de Google et de Facebook tirent eux-mêmes la sonnette d'alarme : « *Les plus grands superordinateurs du monde sont entre les mains des deux sociétés où nous travaillons et qu'est-ce qu'ils visent ? Le cerveau des gens, des enfants.* » Leur recette est de créer des univers virtuels et irrationnels, dans lesquels on s'immerge par l'intermédiaire d'avatars, ou en s'identifiant à la violence, à des actes de torture, à des viols qui, au mieux, créent

**Un monde
ensoleillé par
la raison.**

un état mental de perte d'attention à l'univers réel et, au pire, conduit à imiter les modèles offerts, comme celui de la pornographie et d'actes de domination bestiale pratiqués par des adolescents. Notre caverne est plus inhumaine que celle de Platon.

Lorsque Emmanuel Macron nous dit « *France is back* », Bruno Lemaire se précipite à Londres et traduit aux investisseurs de la City cette

affirmation présomptueuse par ordonnances travail, suppression de l'ISF et flat tax sur les revenus du capital. Le monde est en proie au capital financier destructeur, qui domine l'Union européenne, et la France s'adapte à cette fausse Europe-là. Ainsi la réforme de la SNCF vise à effacer la notion de service public et de ses statuts en y substituant un service d'intérêt général devenu sa caricature. Ainsi l'interdiction du contrôle des prix, depuis l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 d'Edouard Balladur, conduit à livrer les agriculteurs à la grande distribution et à ses centrales d'achat. Partout, c'est comme sur les marchés financiers : ceux qui contrôlent la table de jeu, et en particulier le crédit, raffent la mise. Ainsi la caverne grandit toujours, jamais mieux servie que par la servitude volontaire et l'apolitisme.

Faut-il donc être pessimiste ? Non, bien sûr, d'abord parce que ce serait devenir complices. Ensuite se dessine l'alternative à ce monde, avec des économies bâties à partir de nouveaux principes physiques et de plateformes d'infrastructures le long des nouvelles routes de la soie imaginées par les Chinois, un ordre qu'ils disent vouloir « gagnant-gagnant ». Faire l'autruche en plongeant la tête dans le sable mou de nos préjugés serait suicidaire. Relever le défi, sans angélisme mais avec détermination, est la voie pouvant nous conduire hors de la caverne financière.

La condition est de ne plus penser « comme avant », par déduction et induction, mais avec les yeux du futur et la volonté de le bâtir, pour qu'advienne un monde de détente, d'entente et de coopération. Un monde intelligible et ensoleillé par la raison, c'est-à-dire humain. ■

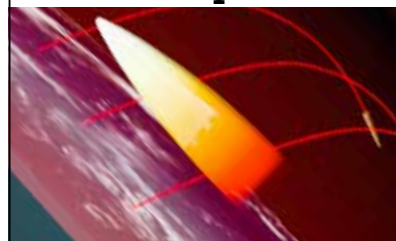
Agriculture 2

Un grand métier d'avenir !



Stratégie 4

Poutine enterre l'ordre unipolaire



Mobilisation 8

Eduquons nos députés !

ENTRETIEN AVEC JACQUES CHEMINADE

Refaire de l'agriculture un grand métier d'avenir

Producteurs de lait et éleveurs sinistrés côtoient des fermes connectées dernier cri... Vite, une nouvelle PAC régulatrice, productive et rémunératrice pour assurer un avenir à tous nos agriculteurs !



Monsieur Cheminade*, vous venez de passer deux jours au Salon de l'Agriculture. C'est le moment de faire le bilan d'une situation du monde agricole qui apparaît comme terriblement disparate. D'un côté des agriculteurs sinistrés, avec un taux de suicide de presque deux par jour, soit 20 à 30 % de plus que le reste de la population. De l'autre, des agriculteurs qui, grâce à une modernisation importante, ou du fait qu'ils sont dans des domaines protégés comme les appellations d'origine, semblent, au contraire, bien tirer leur épingle du jeu. Parlons d'abord des premiers. Le problème, à la base, est qu'ils sont obligés de vendre leur production à un prix inférieur au prix de revient. Selon la Mutuelle sociale agricole, en 2016, 40 % des exploitants ont eu des revenus déficitaires et, en tout cas, ne dépassant pas 340 € par mois. Comment en sommes-nous arrivés là, malgré nos très fortes capacités agricoles ?

Il faut bien voir d'abord ce que représente l'agriculture en France : en 2016, 461 000 dirigeants d'exploitations agricoles pour 754 000 emplois (production de végétaux, animaux et services associés). Elle a encaissé globalement 71,1 milliards d'euros

annuels. Avec 386 000 salariés, l'industrie agro-alimentaire a atteint 171 milliards de chiffre d'affaires.

Cet ensemble est secoué de crises récurrentes qui frappent les producteurs, en particulier de lait, de porc et de viande bovine. La situation est devenue intolérable et insupportable pour eux. Pourquoi ? Parce que les distributeurs et les industriels de la transformation poussent à des prix toujours trop bas, tous étant exposés à la concurrence des marchés internationaux. On a mis en rivalité, en faisant tomber les protections, les agriculteurs du monde entier et, évidemment, ceux qui ont le degré de développement le plus élevé font face à la concurrence de ceux qui en ont moins.

Dans ces conditions, beaucoup d'agriculteurs travaillent à perte. Sans les subventions européennes de près de 9,1 milliards sur la période 2014-2020, plus de la moitié des exploitants agricoles mettraient la clef sous la porte. On leur a fait une situation intolérable tout en les rendant dépendants des subventions européennes. On prévoit par ailleurs qu'après 2021, il y aura une réduction de 15 % des aides de la Politique agricole commune (PAC), en raison de la perte de la contribution britannique dans le budget européen et d'une hausse des dépenses liées à la sécurité européenne.

Comment en est-on arrivé là ? En pratiquant à l'échelle internationale

une politique systématique de dérégulation, comme on l'a fait sur l'ensemble des marchés financiers. On a appliqué à l'agriculture des critères de profit à court terme, alors que c'est le domaine économique qui s'inscrit le plus dans le moyen et long terme. Les cours se sont effondrés, situation aggravée par une spéculation sans limite. Les banques, elles, ont créé des instruments financiers qui permettent de jouer sur les marchés financiers : Amundi par exemple.

Ce qu'il faudrait, c'est une nouvelle PAC régulatrice, productive et rémunératrice. On a créé une situation où chacun se bat contre les autres pour défendre sa marge et son prix alors que dans notre agriculture, il y a de la place pour tout le monde, de la permaculture au bio, de l'agriculture raisonnée jusqu'à l'agriculture industrielle. L'idée d'une PAN (Politique agricole nationale) se substituant à la PAC n'est, elle, pas sérieuse car elle mènerait à une guerre autodestructrice de tous contre tous.

La loi de M. Macron

Revenons sur cette question des prix garantis. Le 31 janvier, le gouvernement a présenté son projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et il prétend que désormais

▲ **Présentation du robot agricole Oz, une invention de la société toulousaine Naïo-Technologies.**

Entretien avec **J. Cheminade.**

Propos recueillis par Christine Bierre.

ce problème est réglé, qu'à l'avenir, ce sont les coûts de production qui seront à la base des négociations entre producteurs, industriels et grande distribution. Est-ce que vous y croyez ?

Ce n'est pas une question de croyance, c'est une question de faits ! Notre président a des conseillers, comme Jean-Baptiste Moreau, qui est éleveur de vaches limousines, député de la Creuse, et Olivier Allain, éleveur de bovins et de poules pondeuses dans les Côtes d'Armor. Mais leurs conseils ne portent pas sur le cœur du problème. On a élevé de 10 % le seuil de revente à perte, tout en encadrant les promotions pour les réduire à 34 % du volume par produit. Ces deux mesures peuvent aider, mais ce ne sont que des sparadraps sur un problème très grave.

Le gouvernement prétend aussi que si les ententes entre agriculteurs deviennent la règle, ils sauront s'en tirer, citant par exemple l'Exploitation familiale de Bretagne, des Pays de la Loire et de la Nouvelle Aquitaine, qui a créé sa propre marque en lait. Ça marche, disent-ils, on est arrivé à commercialiser le lait sans intermédiaires avec, à l'arrivée, une rémunération d'un SMIC et demi par mois, comme le demandaient les syndicats agricoles. On l'a fait pour les légumes, le vin et il y a aussi la marque dont tout le monde

* J. Cheminade est président-fondateur de Solidarité & Progrès, ancien candidat à l'élection présidentielle de 2017.

parle, « C'est qui le patron ? », mais qui ne paie que 39 à 41 centimes le litre de lait, au lieu des 44 qui seraient nécessaires pour entretenir et renouveler l'outil de production et arriver réellement à un revenu équivalent à 1,5 SMIC. On voit toute une série d'initiatives intéressantes, mais qui ne s'attaquent pas à la cause du problème.

Mercosur

Comment ce gouvernement peut-il prétendre avoir réglé la question des prix alors qu'en même temps, il organise des négociations avec le Mercosur (Marché commun d'Amérique du Sud) ?

Sur cela se greffe le problème de la concurrence internationale. Il n'y a pas que le Mercosur, qui représente 70 000 tonnes de viande de bœuf ; avec le CETA, on pourrait arriver au moins à 100 000 tonnes avec, en perspective, un total de 200 000 tonnes importées. Or, c'est une concurrence avec des pays qui n'ont pas les mêmes conditions que nous, ni sanitaires, ni de contrôle, mais qui peuvent dans certains cas, comme l'Argentine avec ses troupeaux qui paissent dans la nature, fournir une viande de qualité. C'est une concurrence contre laquelle une protection est justifiée en défense du consommateur et du producteur. Or il y a une faillite complète de l'Europe par rapport à cela.

Les gagnants & les perdants

Venons-en à ce secteur de l'agriculture française qui, nous dit-on, se porte bien. Tout le paradoxe de notre agriculture me semble illustré par ces deux fermes du Morbihan : celle de Saint-Brieuc de Mauron, qui a défrayé la chronique il y a quelque temps car l'un de ses exploitants, à 46 ans seulement, a mis fin à ses jours, criblé de dettes. Et dans le même département, Néovia lance la « ferme du futur » qui s'installe à Saint-Nolff, où, dit-on, grâce à des bâtiments ergonomiques connectés, robots et tests de régimes nutritionnels des animaux, les vaches seront nourries au gramme près, soignées avant même de devenir malades, et les agriculteurs pourront s'affranchir des tâches les plus ingrates et retrouver l'espoir, et même le sourire. Selon vous, quels sont ceux qui tirent leur épingle du jeu ?

L'adaptation à la loi des marchés financiers n'est pas, bien entendu, un critère. Il y a des gens extrêmement compétents qui s'y intéressent, mais tout le monde ne peut pas le faire. Adopter le numérique n'est pas une recette miracle, par contre l'accompagnement vers le numérique, dans un contexte de justes prix, est une évolution nécessaire et prometteuse.

Il y a la valorisation par intégration des filières et par les circuits courts. On peut pratiquer une politique d'intégration en utilisant des capteurs, des drones et tout ce qu'il faut pour contrôler la production, une agriculture moins consommatrice d'intrants chimiques et d'énergie, tout en produisant davantage.

J'ai eu une discussion extrêmement intéressante avec les responsables de la ferme expérimentale de la Blanche-Maison à Pont-Hébert, dans la Manche. Ils m'ont expliqué comment on peut, grâce à des capteurs, suivre l'état des récoltes et le degré d'eau dont elles bénéficient, et même identifier l'évolution de la récolte par la couleur, non seulement pour le colza ou le blé, mais aussi pour les pâturages, en utilisant des drones. On peut contrôler des surfaces plus grandes par satellites (avec un passage tous les deux jours au lieu de cinq, que l'on cherche à obtenir à l'échelle européenne). Mais on ne

peut pas reconverter tout le monde à l'agriculture la plus moderne dans un délai aussi court.

On peut cependant s'inspirer de cette ferme expérimentale, en formant aux techniques du futur les élèves des collèges et lycées publics, des Maisons familiales rurales (MFR) et de l'enseignement agricole privé (CNEAP). J'ai eu d'ailleurs l'opportunité de discuter au Salon avec les présidents de ces deux associations de l'enseignement agricole privé, Xavier Michelin des MFR et François Paliard de la CNEAP, qui font un travail remarquable. On

La Révolution numérique en France, en chiffres

- 79 % des agriculteurs utilisent internet, c'est plus que la population en général.
- 81 % parmi eux consultent au moins une fois par jour pour leur activité (météo, cours et marchés agricoles, surveillance des troupeaux, matériels d'application, semences).
- 62 % ont installé au moins une application agricole dans leur ordinateur et en moyenne, trois.
- 50 % des éleveurs laitiers possèdent un robot pour traire, distribuer le fourrage ou nettoyer les étables.

pourrait faire appel à tous les réseaux d'enseignement agricole, à certains agriculteurs des GIEE (Groupement d'intérêt économique et écologique) qui s'y intéressent et à tous ceux qui ont entrepris d'expérimenter. On leur offre une mise à jour et la possibilité de créer une plateforme pour qu'ils puissent voir pratiquement en temps réel l'état de leur production et son développement. Ça c'est l'idéal, mais tout le monde ne peut pas le faire instantanément.

Comment diffuser cet idéal auprès de tous, c'est là que se pose la grande question de la haute qualité de notre enseignement agricole et de cette nouvelle génération d'agriculteurs, à qui il faut assurer les conditions pour qu'ils puissent s'installer, c'est-à-dire les financements. Le numérique et la robotique, c'est l'avenir, mais il ne peut y avoir d'avenir sans financements et justes prix.

Pas d'avenir avec le numérique dans l'agriculture sans financements et prix justes.

Le bio peut-il apporter une solution à nos problèmes agricoles ?

Le bio couvre aujourd'hui 6,5 % de la surface agricole dite utile. Cela représente 8 milliards d'euros en 2017, avec une croissance de 13 % en France. Donc le bio existe ! Ceci dit, une bonne moitié des produits bio que nous mangeons est importée, et parmi ces produits importés il y a du faux bio, en Espagne, en Italie ou ailleurs. En vérité, je pense que le vrai bio et l'agriculture raisonnée forment un tout et qu'il faut les situer dans le concept de modernisation et de développement global de notre agriculture, sans entrer en contradiction avec une agriculture de petite surface – la fameuse permaculture – ni surtout avec une agriculture de grande surface, dite industrielle, qui, à ce stade, reste indispensable.

Glyphosate

Que pensez-vous de la question du glyphosate ?

Concernant cet herbicide, qu'on utilise depuis plus de 40 ans pour les productions agricoles (le Roundup est commercialisé par Monsanto depuis 1975), certains rapports disent que c'est extrêmement dangereux. Anthony Samsel et Stephanie Seneff affirment qu'on peut le prouver par des corrélations statistiques, mais cette méthodologie est très contestable. On peut

certes être inquiet, mais il faut pousser plus loin la recherche. On ne peut pas dire, comme Emmanuel Macron : d'ici trois ans on arrête tout. Alors que dans cinq ans, en Europe, on va tout réexaminer et pas forcément arrêter. La sagesse est de poursuivre les études sur le glyphosate avec des gens sérieux. Pour Christiane Lambert de la FNSEA, qui a réuni 35 acteurs du monde agricole pour étudier comment réduire le nombre d'intrants, « le problème du glyphosate sera examiné progressivement, on n'y arrivera pas au bout de trois ans, mais certainement après ». On doit entamer une recherche qui ne soit pas celle promue par les Marie-Monique Robin, consistant à exploiter des craintes en allant à l'encontre de l'idée même de science.

Il faut aussi penser en termes de bassins de production et de ces fameuses New Breeding Techniques (nouvelles techniques d'amélioration des plantes), qui font appel à la génétique pour rechercher des substituts aux intrants utilisés actuellement. Bref, il y a tout un domaine à explorer.

Sur ces grands problèmes que nous venons d'aborder, notamment l'endettement des agriculteurs et la modernisation progressive des équipements, quelles sont vos propositions à court et à long terme ?

A terme, l'horizon, c'est une nouvelle PAC. Mais pour cela, on ne peut pas compter sur l'Union européenne actuelle, qui est l'Europe des faux monnayeurs, une fausse Europe. Bref, il faut changer d'Europe pour mettre en place une vraie PAC des producteurs. Cela ne veut pas dire que nous sortons de l'Europe et qu'après l'application de l'article 50, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cela veut dire qu'il faut bâtir ensemble quelque chose qui marche, et sinon, la France doit pratiquer la politique de la chaise vide, comme De Gaulle avait su le faire.

« Je suis européen », comme De Gaulle le disait aussi, mais pour bâtir une vraie Europe !

Notre vision de la PAC doit être la mise en place d'un marché régulé, ordonné, pour que chacun puisse vivre de sa production. Ce marché doit prendre en compte les nécessaires modernisations de l'agriculture et nos intérêts au niveau international. Cela

minimum 45-48 centimes. Sans cela, on risque à terme une pénurie de lait. Aujourd'hui, on nous dit qu'il y en a trop, parce qu'on a créé des conditions un peu artificielles pour continuer à en produire. L'Europe déborde de poudre de lait : qu'est-ce qu'on en fait ? Peut-être négocier avec des pays comme la Chine qui ont besoin de lait de qualité, dans une perspective gagnant-gagnant.

Par ailleurs, il faut verser des retraites au minimum équivalentes au SMIC et des pensions de réversion de 75 %.

Ensuite, il est urgent d'organiser la structuration de nos filières et d'aider systématiquement à la mise à jour des bâtiments agricoles. Il faut mettre fin aux nouvelles normes et réglementations soi-disant écologiques et climatiques, formatées par l'agrobusiness, surtout lorsqu'elles livrent nos producteurs à la concurrence de pays plus laxistes. Et aussi arrêter la paperasserie. Nos agriculteurs, comme nos médecins généralistes, y passent plusieurs heures par semaine. Il faut combattre l'oligopole des grandes centrales d'achat et interdire aux banques de proposer à leur clients des placements spéculant sur les prix des matières premières agricoles.

On multipliera les circuits courts, afin de couper les ailes aux vautours financiers. Or, il est parfois difficile, pour des cantines d'écoles publiques ou autres, de commander des produits locaux, à cause de la concurrence et de l'obligation de choisir le meilleur prix. Mais le « meilleur vivre » doit être plus important que le meilleur prix.

En profondeur, on doit renouer avec l'idée de modernisation protégée que nous avons portée dans les années 1960, en vue d'un marché nécessairement mondial, mais qui devra être organisé et protégé. Actuellement nous avons un marché mondial désorganisé qui donne le pouvoir non pas aux producteurs industriels et agricoles, mais à ceux qui tiennent les leviers financiers dans le monde entier. A l'exception des pays qui tiennent ces leviers bien en main, comme la Chine et la Russie.

En Russie, à cause des sanctions auxquelles on les a soumis, suivies de contre-sanctions, l'agriculture s'est développée et maintenant, ce pays produit de la viande et du lait qui, un jour, pourraient nous faire concurrence. Il faut penser non pas en termes de sanctions, mais de coordination des productions.

La révolution numérique dans l'agriculture, c'est quoi ?

- Une agriculture plus économe, une réduction des tâches les plus pénibles et chronophages pour l'agriculteur !
- 1. Les robots remplacent l'agriculteur dans les tâches les plus ingrates : traite, désherbage, ensemencement, moisson.
- 2. Les capteurs permettent à l'agriculteur de surveiller de près, sans se déplacer, les animaux et les cultures.
- 3. Les capteurs associés à l'utilisation de satellites permettent de connaître avec précision les besoins en eau et intrants, et l'état des cultures en temps réel.
- 4. Des plateformes informatiques permettent le partage des équipements.

ne veut pas dire ne plus importer de bananes de République dominicaine, mais négocier avec elle pour qu'elle améliore ses produits. Il faut penser PAC de production, PAC de modernisation, PAC de filières. On doit, dans cette perspective, garantir des prix plancher au niveau européen, permettant au producteur de vivre, de rembourser ses emprunts et d'investir. Tout en organisant au cas par cas des moratoires et des annulations de dettes.

Propositions urgentes

A court terme, il faut rétablir des revenus agricoles décents. Un producteur de lait doit pouvoir gagner un SMIC et demi. Actuellement, on est à peine au-dessus de 30 centimes le litre, il faut atteindre au

Une main tendue à la Russie et à la Chine

Ne craignez-vous pas qu'on balaye vos propositions en alléguant qu'il est impossible de les appliquer tout seuls ? Peut-on effectivement faire appel à la Russie et à la Chine pour avoir l'effet de levier nécessaire pour en sortir ?

Oui, à condition d'être très fermes dans les négociations, en disant aux Chinois : vous parlez d'approche gagnant-gagnant, de l'avantage d'autrui, eh bien appliquons-le ensemble et on verra comment le faire en pratique. Il y a déjà des agriculteurs français qui travaillent en Sibérie et en Chine : ils produisent un camembert russe, ou un fromage qui y ressemble ! ■

Poutine enterre l'ordre unipolaire et mod

Par deux fois ces dernières années, le président russe a pris par surprise les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, se mettant en position de déterminer la donne stratégique mondiale, au nom du rétablissement des principes fondamentaux de l'ordre international issu de la guerre contre le nazisme.

En 2015 d'abord, où en déployant des forces militaires en Syrie en soutien à Bachar al-Assad, Poutine a mis un frein aux guerres sans issue (Irak, Libye, Syrie, Yémen), déclenchées au Moyen-Orient par les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux et arabes, dans le seul but de dévaster les grands pays de la région qui ne leur étaient pas entièrement soumis.

Le 1^{er} mars dernier, cependant, le président Poutine est allé beaucoup plus loin dans son discours devant le Parlement russe. En prenant, encore une fois, totalement de court ses adversaires occidentaux, il leur a fait comprendre que leur fantasme d'empire universel unipolaire, cette chimère des néoconservateurs américains et anglais qui met le monde à feu et à sang depuis la chute du Mur, était définitivement enterré !

En effet, le président russe a révélé le secret le mieux gardé de la planète : le développement et le déploiement par la Russie d'une panoplie d'armes nucléaires stratégiques de dernière génération. Basées sur des principes physiques nouveaux, celles-ci rendent caduc le système de bouclier antimissiles sur lequel comptaient les Etats-Unis pour remporter une guerre nucléaire contre la Russie, en détruisant sa possibilité de riposte contre une première frappe américaine. (Voir encadré p. 5).

La Russie chercherait-elle à attaquer l'Occident ? Le président Poutine a expliqué dans son discours que c'est l'abandon par les Etats-Unis, en 2002, du Traité ABM (traité interdisant de développer des armes anti-missiles), ainsi que l'extension continue de l'OTAN vers les frontières de la Russie, qui avaient obligé celle-ci à se prémunir contre ces systèmes avec une nouvelle panoplie d'armes. « Nous avons proposé de nouvelles négociations tout au long de ce processus, a-t-il dit, mais personne ne voulait nous écouter. Maintenant, on devra nous écouter. »

« Nous ne menaçons personne, nous n'attaquerons personne et ne saisirons rien de qui que ce soit sous la menace des armes, a déclaré Poutine. La puissance militaire croissante de la Russie est une garantie solide de la paix mondiale car cette puissance maintiendra l'équilibre des forces dans le monde, qui, comme on le sait, a été et reste un facteur clé de la sécurité internationale après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours. »

La véritable surprise du discours de Poutine

Si les annonces militaires de Poutine ont provoqué la panique en Occident, c'est la première partie de son discours, où il secoue ses concitoyens pour qu'ils poursuivent la modernisation du pays et définissent, comme priorité, la prospérité des familles russes grâce aux progrès scientifiques et techniques, qui devrait inquiéter les va-t-en-guerre occidentaux. Car elle traduit la volonté de la Russie d'échapper au rôle de pays exportateur de matières premières, dans lequel les vainqueurs de la Guerre froide avaient cru pouvoir l'emprisonner depuis la chute du Mur, et sa détermination de redevenir une nation prospère à la pointe de la science, de l'industrie et de la manufacture.

Selon Poutine, le principal danger « ne vient pas de la tentative de

quiconque de conquérir ou dévaster notre pays. (...) Notre ennemi principal est le fait que nous sommes en train de régresser et que si nous ne renversons pas cette tendance, nous régresserons encore plus ». Le ton a été donné dès le début du discours : « Le rôle et la position de l'Etat dans le monde moderne ne sont pas déterminés uniquement ou principalement par les ressources naturelles ou les capacités de production ; le rôle décisif est joué par le peuple, ainsi que par les conditions de développement, d'affirmation de soi et de créativité de chaque individu. »

La Russie parmi les cinq premières puissances mondiales

Poutine a placé les Russes devant le dilemme de notre époque. Dans un contexte où « la vitesse du progrès technologique s'accélère rapidement », ce sont « ceux qui arrivent à surfer sur cette vague technologique qui surgiront loin devant », les autres « seront noyés ».

Estimant que la Russie est « prête », Poutine a placé son pays devant le perpétuel défi de son histoire : assurer la prospérité des familles russes. Très soucieux de la démographie qui a décliné en 2017, il annonça une augmentation de 40 % des aides à la natalité. Des objectifs ont aussi été fixés pour réduire de moitié le nombre de pauvres qui s'élève encore à 20 millions, assurer des retraites dignes de ce nom et prolonger l'espérance de vie de 73 ans actuellement à 80 ans, durant la prochaine décennie. Poutine s'est aussi longuement attardé sur la nécessaire amélioration du système de santé à travers tout le pays, proposant de lui consacrer 4 % du PIB entre 2019 et 2020.

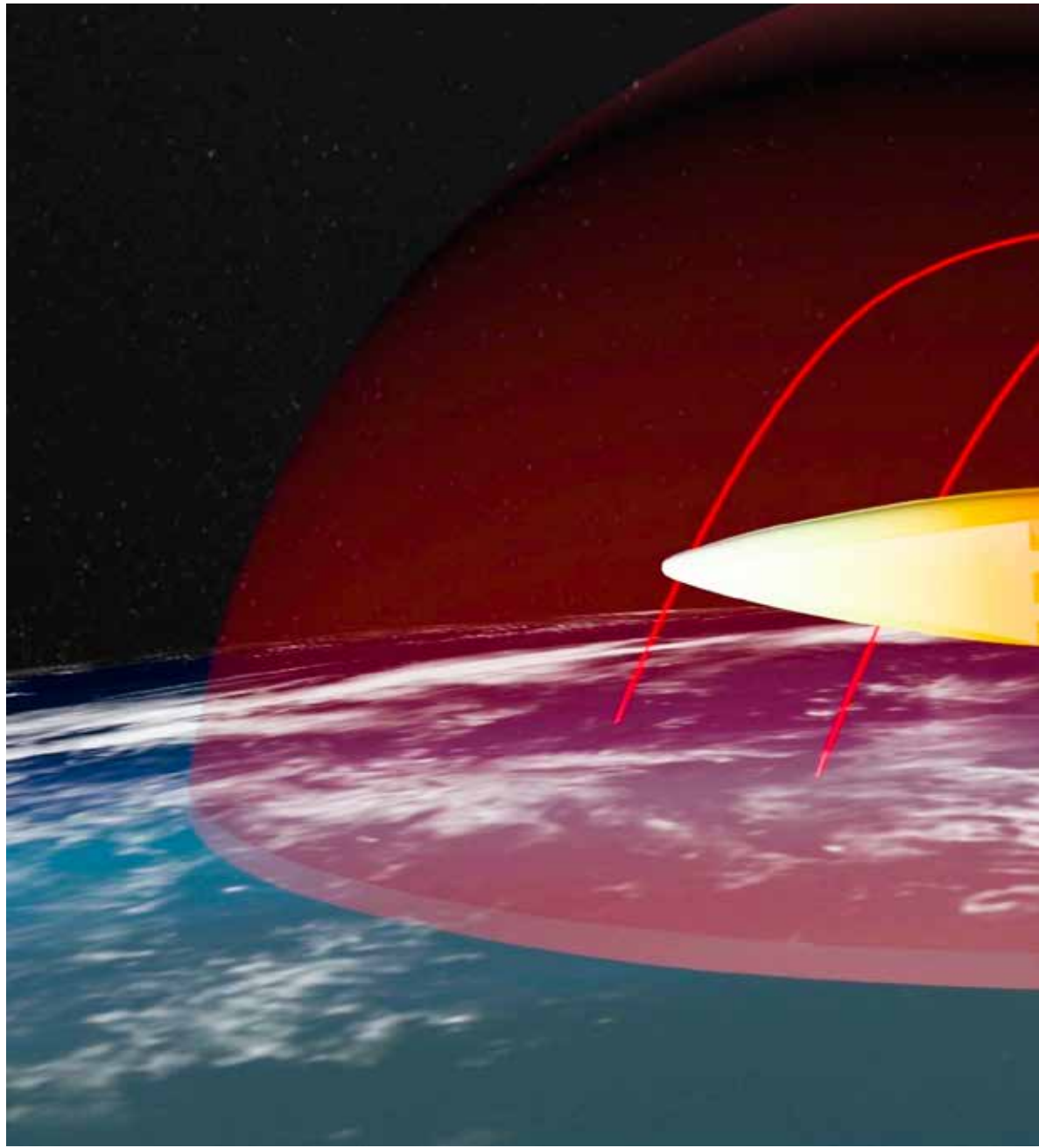
Autre défi très ancien pour la Russie, créer les conditions où chacun aura sa propre maison. En 2017, avec des taux d'intérêts en dessous de 10 % (30 % en 2001), 3 millions de familles ont pu acquérir un logement et l'objectif est d'atteindre 5 millions de familles par an.

Développement urbain

Le vrai défi cependant pour la Russie est celui de devenir, dans la prochaine décennie, l'une des cinq économies les plus développées du monde, capable notamment d'assurer de bons salaires.

L'un des moteurs du développement sera la rénovation de villes à travers le pays, avec l'exigence de faire face aux besoins de santé, d'éducation, d'environnement, d'infrastructures modernes, ainsi que du numérique. Vladimir Poutine a annoncé le doublement des budgets dans les six prochaines années.

Il s'est aussi engagé à poursuivre la modernisation des réseaux de transport. Parmi les principaux axes : le nouveau pont de Crimée, qui stimulera le développement de la région de la mer Noire ; la route Europe-Asie Pacifique qu'elle construit avec la Chine et le Kazakhstan et dont Poutine s'est engagé à compléter le tronçon qui incombe à la Russie ; les réseaux ferrés du Baïkal-Amour et du Transsibérien, dont le fret import-export et le transit seront multipliés par 1,5 pour atteindre 180 millions de tonnes dans les six prochaines années.



Sans parler des installations portuaires qui battent tous les records et de la Route du Nord, que la Russie veut pleinement compétitive, pouvant atteindre en 2025 un trafic de fret de 80 millions de tonnes.

La Russie plateforme logistique et numérique

Pour Poutine, la Russie doit aussi devenir « la principale plaque tournante mondiale de la logistique et du transport, ainsi qu'un centre mondial pour le stockage, le traitement, le transfert et la protection fiable d'importants volumes d'informations, ce qu'on appelle le Big Data. »

Elle doit construire « ses propres plateformes numériques », ouvrant la voie à la « réorganisation des processus de fabrication, des services financiers

Poutine : « Personne ne voulait nous écouter. Ecoutez-nous maintenant. »

et de la logistique, y compris en utilisant la technologie des blockchains. »

Poutine veut aussi une Russie à la pointe des équipements robotiques, de l'intelligence artificielle, des véhicules sans pilote, du commerce électronique et de la technologie de traitement des mégadonnées.

Education et recherche : l'excellence russe

Partant du constat des experts internationaux pour qui la Russie a le meilleur système d'éducation primaire



Christine Bierre

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

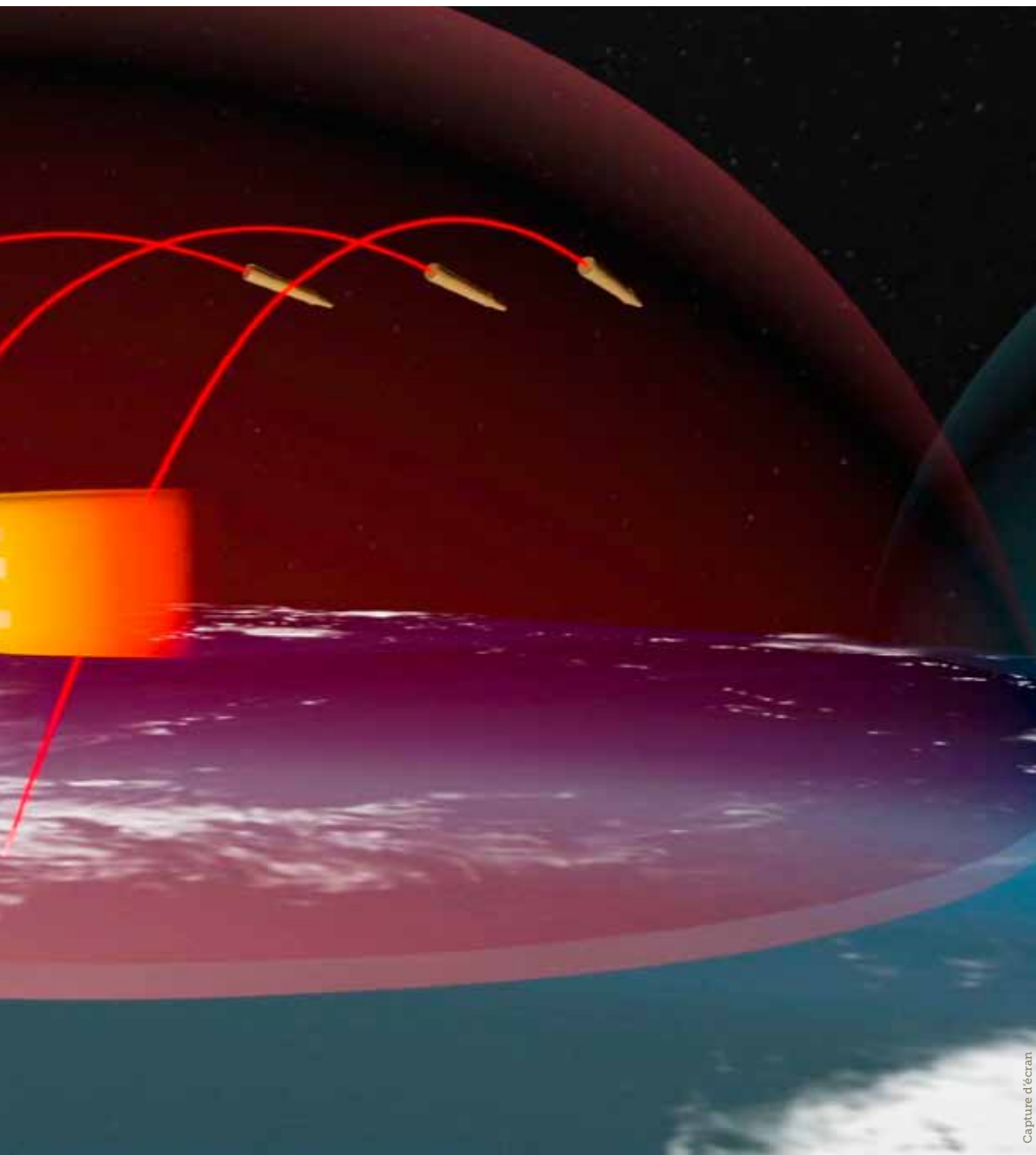
du monde, Poutine veut révolutionner toutes les méthodes d'enseignement afin de « susciter chez les enfants une ouverture vers le changement, une curiosité créative et leur apprendre à travailler en équipe ». Un système qui doit s'étendre au pays entier, dit-il, en y intégrant, par exemple, les ressources de projets tels que Sirius et Quantorium.

Dans le même but, on créera également dans les régions des complexes culturels, éducatifs et des musées, ouverts à tous, notamment aux jeunes. Ils offriront des salles de concert, des écoles de théâtre, de musique et de danse et d'autres institutions créatives, ainsi que des espaces d'exposition où les principaux musées du pays pourront présenter leurs trésors. « Car pourquoi stocker tant d'œuvres dans les entrepôts des musées ? » Quant au numérique, pour Poutine, il doit s'ancre dans la recherche fondamentale. D'où sa volonté de renforcer encore la célèbre école de mathématiques russe et doter la Russie d'infrastructures de recherche, telles que les puissants collisionneurs de particules synchrotrons qui vont être installés à l'Akademgorodok de Novossibirsk et à Pritvino, dans la région de Moscou.

D'où viendra l'argent ?

A ce stade se pose la question du financement de ces politiques. Et c'est la partie la plus intéressante du discours de Poutine, car elle indique un changement de cap. Les profondes crises récentes, la chute du prix du pétrole et les sanctions occidentales ont conduit la Russie à réduire fortement sa dépendance à l'exportation d'hydrocarbures et à réorienter son économie vers les manufactures et

ernise la Russie



Capture d'écran

Les nouvelles armes annoncées par Poutine

■ Grâce à leur manœuvrabilité qui remplace les trajets balistiques prédéfinis, au moteur nucléaire miniaturisé qui équipe certains de ses missiles et allonge indéfiniment leur portée de vol, grâce enfin aux vitesses hypersoniques atteintes par ces missiles, la Russie vient de sonner le glas de la volonté de suprématie américaine. Voici un bref descriptif de ces systèmes.

- Le missile stratégique Sarmat à « tête orbitale ». Ce missile balistique intercontinental (ICBM) a un rayon d'action illimité car après avoir été placée en orbite, la tête entre dans l'atmosphère avant de fondre sur sa cible. Il doit remplacer les missiles SS-18 Satan datant de l'époque soviétique. « *Sarmat sera doté d'un large éventail d'armes nucléaires de grande puissance, notamment hypersoniques, et de systèmes dernier cri de neutralisation de la défense antiaérienne* », a indiqué Poutine.

- Le missile de croisière à propulsion nucléaire et à portée illimitée. La Russie dispose désormais d'une mini-centrale nucléaire miniaturisée pour propulser un missile de croisière à charge nucléaire. Grâce à ce moteur à l'énergie quasi-illimitée et à un trajet non balistique mais aléatoire, ces missiles rendront caducs les boucliers anti-missiles.

- Les drones océaniques multi-cibles. Egalement à propulsion nucléaire, ces drones se déplacent, avec une charge nucléaire, à une vitesse plusieurs fois supérieure à celle d'un sous-marin classique.

- Le missile hypersonique Dague (*Kinzhal* en russe). Tiré depuis un bombardier, il peut atteindre une vitesse de Mach 5 (5 x la vitesse du son, env. 1715 m/s). Cette vitesse le rend tout aussi impossible à intercepter. Il a été testé avec succès il y a trois mois.

- Le projectile Avantgarde, équipé d'un bloc ailé hypersonique, qui cumule les caractéristiques de passage dans l'espace du Sarmat et de vitesse de la Dague, mais dont la trajectoire peut s'ajuster en cours de trajet.

Selon Poutine, « *ce système est capable de voler dans les couches denses de l'atmosphère sur une portée intercontinentale à une vitesse supersonique, dépassant 20 fois la vitesse du son (...) Il fonce vers sa cible comme une météorite (...). La température à la surface de l'engin atteint entre 1600°C et 2000°C.* »

- Les armes à laser. Transportables par camion, Poutine s'est gardé d'en décrire les détails. « *Depuis l'année dernière, les forces armées reçoivent déjà des complexes laser de combat. Il y a tout lieu de penser que dans ce domaine nous avons de l'avance, au moins là où c'est le plus nécessaire.* » ■

la production agricole. Les annonces présidentielles vont contribuer à renforcer cette tendance.

Comme le dit Poutine à juste titre, l'argent viendra de « *la mise en valeur du potentiel économique du pays et de chacune de ses régions, qui constitue la principale source de ressources supplémentaires* ».

Premièrement, « *par l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre* », notamment dans « *la construction, les transports, l'agriculture et le commerce* », dont il propose d'augmenter la productivité de 5 % par an. Deuxièmement, de l'augmentation des investissements qui devraient passer à 25 % puis à 27 % du PIB. Troisièmement, de la promotion des petites entreprises, et quatrième, du développement des exportations hors matières premières. « *Dans les six prochaines années, nous devons doubler la quantité d'exportations hors matières premières et non énergétiques pour atteindre 250 milliards de dollars – en particulier amener les exportations d'ingénierie à 50 milliards de dollars.* »

Enfin, l'annonce par le président Poutine que le développement de ces nouvelles armes nucléaires serait mené de façon très ouverte sur l'économie civile est très importante. Car, comme notre ami politique américain Lyndon LaRouche en a souvent discuté avec des responsables russes et des membres de l'Académie des Sciences de Russie, avant et après la chute du Mur, l'utilisation de principes physiques nouveaux, en provoquant de véritables sauts qualitatifs technologiques, peut conduire à une augmentation massive du niveau de vie des populations, à condition que l'économie civile bénéficie de ses retombées. ■

▲ **Fonctionnement d'un glisseur hypersonique, illustration présentée par Poutine lors de son discours.**

MINI ARMES NUCLÉAIRES Les Etats-Unis veulent les utiliser au combat !

Si les rencontres encourageantes de Donald Trump avec les présidents chinois et russe, Xi Jinping et Vladimir Poutine, avaient fait naître l'espoir d'un monde évoluant vers la paix, les nouvelles orientations américaines au Proche-Orient, s'appuyant sur une alliance entre Israël et l'Arabie saoudite, et contre l'Iran, montrent que l'esprit des néoconservateurs est toujours bien vivant à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de l'administration Trump.

Mais ce sont les deux documents clés de la politique de défense américaine, la « *Stratégie nationale de défense* » (SND) et la « *Revue de la posture nucléaire* » (RPN), publiés respectivement les 19 janvier et 2 février 2018, qui révèlent tout le dilemme de la nouvelle administration face à la contestation de l'ordre unipolaire américain par la Russie et la Chine. Face au « *piège de Thucydide* » selon lequel, dans la plupart des cas, une puissance établie, mais déclinante, fera la guerre aux puissances ascendantes pour défendre sa place, que feront les Etats-Unis ?

Pour l'heure, sans pour autant déclarer la guerre, ces documents sonnent le tocsin afin de se préparer à une telle éventualité. La SND est limpide : « *Le défi central à la prospérité et à la sécurité américaine est la réémergence, à long terme, d'une compétition stratégique [avec] des puissances révisionnistes* ». En pleine dérive impériale, les Etats-Unis s'arrogent le droit de définir les règles de l'ordre actuel, qualifiant de « *révisionnistes* » tous ceux qui ne veulent pas s'y soumettre !

La Chine et la Russie sont ensuite identifiées par ce nom, accusées de vouloir « *forger un ordre du monde cohérent avec leur propre modèle autoritaire* ». La Chine est accusée « *d'utiliser comme levier la modernisation militaire, les opérations d'influence et une économie prédatrice* », pour imposer « *son hégémonie dans la région indo-pacifique* » ; la Russie chercherait à obtenir un « *pouvoir de veto sur les décisions gouvernementales, économiques et diplomatiques de ses voisins, afin de faire voler en éclat l'OTAN* » aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient. Washington pointe aussi du doigt deux « *Etats voyous* » : la Corée du Nord et l'Iran.

Au Moyen-Orient, la SND affiche ouvertement sa volonté de « *former des coalitions durables afin de promouvoir une région qui ne soit dominée par aucune puissance hostile aux Etats-Unis et garantissant des marchés stables de l'énergie et des routes de commerce sûres.* » Y compris par la guerre, comme nous le voyons depuis des années...

Usage des armes nucléaires de faible puissance

Le pire cependant est contenu dans la révision 2018 de la « *Posture nucléaire américaine* ». Tout en reconnaissant ne pas connaître réellement les intentions de la Russie, le Pentagone l'accuse d'avoir modernisé ses stocks d'armes nucléaires non-stratégiques (armes nucléaires tactiques pouvant être déployées dans des théâtres régionaux et armes nucléaires à faible puissance dotées de têtes nucléaires miniaturisées) pour s'en servir dans des

conflits fondés sur l'escalade nucléaire, qu'elle déclencherait la première.

Pour contrer ces développements, la dernière RPN annonce l'adoption par les Etats-Unis d'une nouvelle doctrine dite de « *dissuasion nucléaire flexible et adaptée* », prévoyant l'usage de telles armes, notamment dans les conflits régionaux.

Pour les néophytes, sachez que nous sommes là devant une violation flagrante des fondements de la doctrine de la dissuasion nucléaire, telle que la comprenait entre autres le général De Gaulle, selon laquelle les armes nucléaires sont des armes de non-emploi, car, de par leur puissance meurtrière, elles dissuadent l'ennemi d'entrer en guerre. On sait qu'un recours à ces armes menacerait l'existence même de l'humanité !

Si les armes nucléaires tactiques ont toujours existé, et subsistent encore maintenant dans les deux camps, ce n'était pas comme des armes utilisables, mais comme des armes destinées à donner l'avertissement ultime à un ennemi qui menacerait de s'en prendre aux intérêts vitaux de telle ou telle nation.

C'est cela que la nouvelle doctrine américaine change. A court terme, les Etats-Unis modifieront un petit nombre de têtes des missiles balistiques lancés depuis un sous-marin nucléaire lanceur d'engins stratégiques, pour offrir une option de faible puissance et, à plus long terme, développeront un missile de croisière lancé depuis la mer.

Au niveau tactique, il y a les B61, une famille de bombes à gravité qui viennent d'être modernisées et dont la RPN note qu'il s'agit du seul arsenal d'armes nucléaires non stratégiques en service actuellement, en particulier en Europe. Le *New York Times* nous dit que la B61-12 a « *une tête avec quatre options de puissance. Au moment du lancement, on sélectionne la puissance de l'explosion nucléaire* » selon la taille de l'objectif à atteindre. ■

REMISE EN EAU DU LAC TCHAD

Déclaration d'Abuja : la 3^e révolution africaine



Sébastien Périmony représentait l'Institut Schiller à Abuja (Nigeria) lors de la conférence sur le lac Tchad, du 26 au 28 février. Une grande victoire pour le Transaqua, un projet que nous défendons depuis 30 ans.

Après Haïti en 1804 et les déclarations d'indépendance des années 1960, une nouvelle ère, celle du développement panafricain, est en train de se dessiner pour ce continent. C'est ce qu'a montré l'adoption du projet Transaqua par les pays de la région, lors de la conférence internationale d'Abuja sur le lac Tchad.

Cette conférence a fait naître un immense espoir, celui de sauver plus de 40 millions d'Africains d'une mort certaine en revitalisant le lac, qui a déjà perdu 90 % de sa superficie depuis les années 1960, causant le déplacement de plus de deux millions de personnes. L'espoir aussi d'en accueillir bien plus à l'avenir, en dotant toute la région d'une plateforme de développement à grande échelle.

C'est la première fois qu'à l'initiative du Nigeria, une conférence d'une telle importance était organisée par un pays africain, avec les Africains et pour les Africains. L'UNESCO était le seul partenaire, mais, comme nous le verrons, avec des intentions différentes. Il est également intéressant de noter le changement historique d'approche que cette conférence a inauguré, dans une région composée essentiellement de pays francophones (Niger, Tchad, Cameroun, République centrafricaine) et qui n'étaient, jusqu'à présent, que fort peu engagés dans une politique de développement infrastructurel.

La conclusion de la conférence fut la suivante :

« Les différentes études réalisées montrent qu'il n'existe aucune solution au rétrécissement du lac Tchad qui n'implique de recharger le lac par transfert d'eau de l'extérieur du bassin ; que le transfert d'eau entre bassins n'est pas une option mais une nécessité (...) Le projet Transaqua, qui prélèverait l'eau de l'affluent droit du fleuve Congo et l'achèminerait par un canal de 2000 km jusqu'à la rivière Chari, est l'option préférable.

La Banque africaine de développement devrait faciliter la création d'un fonds du lac Tchad de 50 milliards de dollars, provenant des États africains et des dons des partenaires au développement de l'Afrique (...) L'Union africaine (...) entérine l'initiative de Transfert d'eau inter-bassins (IBWT) comme un projet panafricain (...) La paix et la sécurité régneront dans la région du lac Tchad, avec la promotion de la navigation, du développement industriel et économique dans l'ensemble du bassin du Congo. »

Rappelons que le 7 avril 2017 sur Europe 1, dans le cadre de la campagne présidentielle française, Jacques Cheminade, citant plusieurs pays africains, lançait ce cri d'alarme : « On va souffrir dans les dix à quinze années qui arrivent d'une terrible crise de la soif, une crise de l'eau ». Fidèle à ce qu'il défend depuis les années 1990 avec ses amis de l'EIR et de l'Institut Schiller, le candidat préconisait dans une déclaration de campagne « la mise en route de grands projets d'infrastructure à une échelle panafricaine », dont « la revivification du lac Tchad, pour créer un poumon d'eau et de développement au centre du continent ».

Développement durable ?

Malgré l'ambiance très productive qui anima les trois jours de conférence, bien vite, deux visions du « développement durable » allaient se dessiner. C'est ce que j'ai pu exprimer dans cette intervention :

« Nous avons beaucoup entendu parler de 'développement durable'. Mais il existe deux philosophies du développement durable. L'une, venant du monde occidental, est ainsi définie par les Nations unies : 'Le développement minimum pour couvrir les besoins basiques d'une société pauvre'. C'est une approche par le bas, une pensée petite, qui a été un échec durant les précédentes décennies. Au contraire, pour l'Institut Schiller, le développement durable doit correspondre à l'industrialisation, à la sécurité alimentaire et à l'éradication de l'extrême pauvreté. Avec cette approche par le haut qu'elle

est en train d'étendre au monde avec la Nouvelle Route de la soie, la Chine a sorti 700 millions de personnes de l'extrême pauvreté dans les dernières décennies en lançant son propre plan Marshall, avec la construction de 20 000 km de chemin de fer et de voies navigables. Avec l'Institut Schiller, nous avons présenté un rapport intitulé Etendre la Nouvelle Route de la soie en Afrique et en Asie occidentale. Nous y développons cette approche concernant le projet Transaqua. Comme il a été souligné, ce projet de 2500 km de canaux fut considéré comme trop ambitieux. Pourtant en France, nous sommes dotés de 10 000 km de voies navigables ! Il est donc bon de rappeler que Transaqua est un petit projet à l'échelle de l'Afrique. Enfin, rappelons que le président du Ghana a récemment déclaré vouloir rompre avec l'image d'une 'Afrique de la mendicité'. Il a lancé des programmes ambitieux dans le domaine de l'espace et du nucléaire. La Nouvelle Route de la soie représente un nouveau paradigme et une opportunité pour l'Afrique. Je ne pense pas qu'il existe une chose que l'on appelle 'pression démographique', mais qu'il s'agit plutôt de sous-développement. »

Dans les pas de Nkrumah

C'est en citant Kwame Nkrumah, premier président du Ghana et l'un des pères fondateurs des indépendances africaines,

Le « consensus d'Abuja » contre le « consensus de Washington ».

que M. Sanusi, secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), a introduit la conférence : « Notre continent dépasse certainement tous les autres pays en termes d'énergie hydroélectrique potentielle. Certains experts l'évaluent à 42 % du total mondial. (...) Malheureusement, 55 ans après ce discours [du 25/05/1963, pour la création de l'OUA], moins de 60 % des pays d'Afrique

▲ **Le projet Transaqua pour le lac Tchad, est bien plus qu'un transfert d'eau, c'est une plateforme de développement économique et agro-industriel panafricain.**

► **L'auteur avec des membres de la NASRDA (Agence spatiale de recherche et développement du Nigeria), lors de la conférence.**



Sébastien Périmony

subsaharienne ont accès à l'électricité : 16 % de la population de RDC et 14 % de la population du Niger. »

Il rappelle que la proposition Transaqua de transfert d'eau depuis le Congo avait déjà été soumise à la CBLT en 1984, au plus fort de la sévère sécheresse qui affecta le bassin. Elle avait alors reçu l'approbation du président du Congo (ex-Zaïre) de l'époque, Mobutu Sese Seko. Toutefois, étant jugée « trop ambitieuse », elle fut remplacée par une proposition plus modeste. En 2015, l'arrivée au pouvoir du président M. Buhari allait ouvrir de nouvelles opportunités en faveur de Transaqua. Un soutien financier de 1,8 million de dollars de la part du gouvernement chinois fut obtenu ainsi que l'engagement de Power China International.

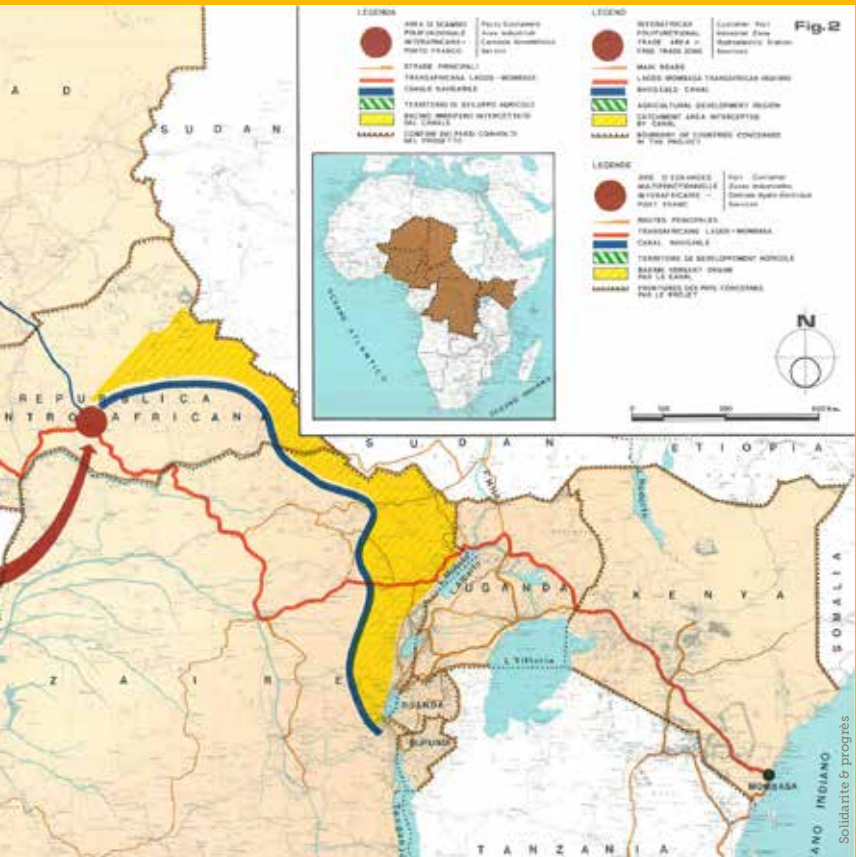
« La pauvreté, la misère, la perte d'espoir et la propagation de l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad, dont j'ai malheureusement été témoin, ont trop duré. Cela doit toucher à sa fin. C'est la tâche de tous ceux qui sont réunis aujourd'hui à cette conférence historique », conclut M. Sanusi, donnant le ton à toute la conférence.

Lors d'une session de travail, le professeur Mohamed Bila, de l'Observatoire du bassin du lac Tchad, après avoir résumé les différentes approches ayant été envisagées pour le transfert d'eau interbassin, conclut en défendant le projet Transaqua. Le projet consistant à prélever de l'eau du Logone ou de l'Oubangui, défendu par ceux qui jugeaient trop ambitieux le Transaqua, relevait de l'absurdité puisque les rivières en question se seraient elles-mêmes asséchées ! Cette proposition fut finalement abandonnée, après des années de débats entre ses défenseurs et ceux qui préféraient laisser la nature s'exprimer, et donc laisser le lac mourir dans la dignité – sans égard pour les 40 millions de personnes qui en dépendent.

Le débat suivant invita à la tribune Lawrence Freeman, vice-président du comité scientifique de la CBLT :

« Je pense que (...) Transaqua offre une capacité de transformation pour une grande partie du continent. Le faire est fondamental au moment où l'Afrique connaît le plus grand développement infrastructurel depuis l'époque coloniale, grâce aux Nouvelles Routes de la soie de la Chine : chemins de fer, routes, ports, etc. Le Transaqua sera complémentaire

est lancée



du travail de connexion entre les pays des grands lacs et l'Afrique centrale. De même il permettra la création, en plus de l'énergie et de l'irrigation, d'un nouveau couloir économique pour le développement. A ceux qui nous critiquent, qui disent que nous n'avons pas l'argent, que c'est difficile, que ça va prendre trop de temps, je répondrai diplomatiquement

du projet BIOPALT, visant à accroître les connaissances disponibles sur le lac Tchad, restaurer les zones humides, réhabiliter les corridors de migration de la faune sauvage, promouvoir les activités génératrices de revenus durables, en vue de créer une réserve de biosphère transfrontière et d'inscrire le lac au patrimoine mondial. Ce projet, qui sera financé par la Banque

Vue de l'espace



■ Pour clôturer la deuxième journée, un panel complet fut consacré à l'utilisation des technologies spatiales par la NASRDA, l'Agence nationale de recherche et développement de l'espace de Nigeria, créée en 2001 sous la tutelle du ministère fédéral de la Science et de la Technologie, avec la perspective d'envoyer un astronaute d'ici à 2030. Le Nigeria possède déjà ses propres satellites, dont NigeriaSat-1 lancé en 2003, permettant notamment de surveiller l'activité pétrolière dans le delta du Niger. De tels engins permettent déjà d'analyser les données climatiques afin d'améliorer les pratiques agricoles. Ils devraient par ailleurs aider à localiser les otages de Boko Haram. ■

qu'ils ont tort. Nous aurions dû le faire il y a des décennies ; nous subissons les conséquences de ne pas l'avoir fait. Et je pense que (...) cela pose la question d'une Afrique unie au sein de l'Union africaine et avec les douze ou treize pays impliqués dans les deux bassins (...) »

africaine de développement (BAD) pour un montant de 6 456 000 \$, se situe implicitement et explicitement dans une démarche de statu quo, malgré le péril économique et humain immédiat.

Discutant avec un membre de l'IRD (Institut français de recherche et développement, voir article ci-contre) et lui accordant la nature écologique de la tragédie, nous avons soulevé le paradoxe suivant : pourquoi avoir accumulé depuis 40 ans des données sur cette catastrophe et ne pas soutenir de projet de redéveloppement de cet écosystème en ramenant de l'eau dans le lac ? Pas de réponse...

Le statu quo de l'UNESCO

A l'opposé de cette vision transformatrice, le directeur général adjoint de l'UNESCO, Getachew Engida (représentant d'Audrey Azoulay, directrice générale de cet organisme), procéda au lancement officiel

A la fin de la première journée, saisissant la tension qui montait entre partisans du Transaqua et ceux du statu quo, le ministre nigérian des Ressources en eau, M. Suleiman Hussaini Adamu, remit les points sur les i :

« J'ai entendu des personnes faisant référence à la prise de position de l'UNESCO. Malgré que je n'en sois pas membre, je pense devoir expliquer que l'UNESCO n'est pas concernée par le développement de projets d'infrastructures – que cela soit très clair. Ils ont facilité la tenue de cette conférence et ont fait un grand nombre de travaux scientifiques dans les limites de leur pensée. Soyons très clairs sur ce sujet : nous ne devons pas nous attendre, si nous cherchons 14,5 milliards de dollars, à ce que l'UNESCO ait quoi que ce soit à nous donner ; ce n'est pas dans leur budget. Comprenons qui ils sont et quel est leur état d'esprit. »

Financement : l'exemple égyptien

Le deuxième jour, la société d'ingénierie italienne Bonifica, à l'origine de la première étude de faisabilité du projet Transaqua dans les années 1980, a présenté, conjointement avec l'entreprise Power China, une mise à jour de leur proposition. Ce sont elles qui seront chargées de mener la nouvelle étude de faisabilité à l'issue de la conférence. Forte de son expérience dans le barrage des Trois Gorges et le grand projet de transfert d'eau du sud de la Chine vers le nord, actuellement en chantier, Power China a projeté un documentaire très convaincant sur son savoir-faire. L'ambassadeur d'Italie au Nigeria, Stefano Pontesilli, a annoncé officiellement l'apport par l'Etat italien de 1,5 million d'euros pour cette étude de faisabilité.

La plupart des critiques portent sur le coût soi-disant exorbitant du projet, estimé à 14,5 milliards de dollars pour la première phase. Un représentant égyptien présenta le mode de financement adopté par le président Al-Sissi pour le doublement du canal de Suez : 60 milliards de livres égyptiennes (environ 8,4 milliards d'euros), dont 80 % assurés par les citoyens eux-mêmes, en seulement dix jours. Les revenus escomptés grâce au canal devraient atteindre 13 milliards de dollars par an (contre moins de 10 milliards dépensés pour sa réalisation), avec un million d'emplois générés.

Les chefs d'Etat

Le dernier jour fut celui du sommet des chefs d'Etat : Muhammadou Buhari, président de la République Fédérale du Nigeria ; Issoufou Mahamadou, président de la République du Niger et président en exercice de la CBLT ; Idriss Déby, président de la République du Tchad ; Ali Bongo Ondingba, président de la République du Gabon ; Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine, et Filhomé Nyang, Premier ministre du Cameroun (représentant le président Paul Biya). C'est à la suite de leur concertation qu'a été rendue publique l'annonce officielle de s'engager dans le projet Transaqua.

Notons que la plupart d'entre eux, y compris le président, le Premier ministre et le ministre de l'Eau du Nigeria ainsi que le président du Niger, se montrèrent très réceptifs lors de nos échanges et disposés à étudier de plus près le dossier de l'Institut Schiller, *Etendre la Nouvelle Route de la soie en Asie de l'Ouest et en Afrique*.

Les peuples africains et leurs dirigeants se détachent de plus en plus de ce mode de pensée misérabiliste et néocolonial occidental, devenu malthusien. Pourvu que de nouvelles politiques de « changement de régime » ne viennent pas déstabiliser la région, cette conférence et ce « consensus d'Abuja » permettront d'orienter l'Afrique vers un nouveau paradigme, mettant fin au « consensus de Washington ». La France peut et doit jouer un rôle dans ce projet, à condition d'abandonner ses œillères francophones et de s'engager dans une politique audacieuse, en vue d'un avenir gagnant-gagnant. ■

Article complet en ligne sur : www.sebastienperimony.fr

Fake news et grincements de dents

Sébastien Périmony

Envoyé spécial à Abuja

■ Dans son discours, Mohamed Bila, de la CBLT, reprit les critiques exprimées en 2014 par les experts français Jacques Lemoalle et Géraud Magrin, membres de l'IRD (Institut de recherche pour le développement), qui fustigeaient le coût soi-disant trop élevé du projet Transaqua et préconisaient plutôt de « s'adapter [autrement dit se soumettre] aux fluctuations environnementales ».

Dans son article « Le projet de remplir le lac Tchad refait surface », *Le Monde* du 24 février citait les commentaires de ces chercheurs émérites juste avant la conférence : « Le géographe français Géraud Magrin, lui, dénonce un 'mythe' ou un 'objet hydropolitique' destiné à assouvir les rêves de grandeur de chefs d'Etat. » Et de conclure : « L'historien Vincent Hiribarren, du King's College de Londres, y voit une façon d'échapper à la réalité présente en renouant avec un discours développementaliste des années 1960. » Or, les leaders de cette époque ont justement été soit as-



sassinés, soit « remplacés » pour empêcher toute politique « développementaliste » du continent, ainsi maintenu au rang de réserve de matières premières !

Un article du *MailOnline* publié le dernier jour de la conférence comprend quant à lui un paragraphe très révélateur de l'amertume occidentale : « Lors de la conférence, la frustration accumulée face à l'absence de progrès (...) fut dirigée contre les pays occidentaux. L'UNESCO, basée à Paris, a lancé un nouveau programme de recherche et de conservation de 6,5 millions de dollars (...) Mais Horace Campbell, professeur d'études africaines à l'Université du Ghana, a qualifié ce projet de 'diversion'. »

Sur Agoravox, on peut lire un article hallucinant de Boniface Musavuli, intitulé « RD Congo : Le projet Transaqua et la guerre de l'eau » : « Le projet Transaqua est un projet aux allures de

Remplir le lac Tchad ? « un mythe, un objet hydropolitique... »

'complot international' » parce qu'il est « à une phase très avancée des discussions (...), discussions auxquelles la RD Congo n'a jamais été associée. ». Cela est d'autant plus faux que M. François Kalwele, du ministère de l'Environnement et du Développement durable de la République démocratique du Congo, est intervenu favorablement à la tribune, jusqu'à soutenir le projet panafricain VULA, incluant Transaqua.

M. Musavuli va plus loin, affirmant que le Congo était « au menu à Abuja comme à Berlin en 1885 » et se demandant si « avec le projet Transaqua, les Congolais n'en seraient pas à l'aube de leur troisième génocide, celui de l'eau », après celui du coltan et du caoutchouc rouge ! Il attaque par ailleurs nommément notre parti : « Sur le site du parti Solidarité et Progrès de M. Jacques Cheminade, ancien candidat à l'élection présidentielle française et un des acteurs les plus engagés dans ce projet, il est proposé un prélèvement de 50 milliards de m³ d'eau du fleuve Congo. Avec un tel prélèvement en amont, le barrage électrique d'Inga, près de l'embouchure du fleuve Congo, et qui constitue la principale source d'électricité du pays, n'aura plus assez d'eau pour alimenter ses turbines. » M. Cheminade a déjà répondu en réfutant cette assertion dans un communiqué argumenté, soulignant la complémentarité entre le projet du lac Tchad et le projet d'Inga, à mener nécessairement de front.

Enfin on a pu entendre sur *France Culture*, dans l'émission de Xavier Martinet du 2 mars, une attaque en règle de ce projet « pharaonique » par le Pr Christian Seignobos, directeur de recherche émérite à l'IRD, pour qui, en l'état actuel, le lac serait « un Eldorado ». Et le journaliste de renchérir : « Paradoxalement la région est rendue plus fertile par ces sécheresses et remises en eau régulières » ! ■

▲ Des représentants de l'entreprise Bonifica, de l'Executive Intelligence Review, de l'Institut Schiller et de la CBLT, défenseurs avec nous du projet Transaqua depuis 30 ans.

Cherche citoyens responsables pour éduquer nos députés !



La rédaction

Nouvelle Solidarité

devenu aujourd'hui, au contraire, un fervent défenseur de la séparation bancaire ? Il s'est rendu compte du caractère pervers de la banque universelle, voyant qu'elle induisait un clientélisme invraisemblable entre le dirigeant d'entreprise, le banquier et l'Etat (devenu le garant des bêtises de ces messieurs-dames malgré leur incompétence crasse, comme dans le cas du Crédit lyonnais par exemple).

Nous ne pouvons bien entendu résumer ici l'ensemble des propos de Pierre-Henri Leroy et Karel Vereycken, aussi n'hésitez pas à regarder la vidéo disponible sur la chaîne Youtube et la page Facebook de S&P.

Vous serez alors armés intellectuellement pour décrocher le téléphone, prendre contact avec votre député ! ■

◀ Plus de 5000 personnes ont vu le Facebook Live.

Vous aussi, vous voulez rencontrer votre député ?
Contactez Yannick au 06 29 50 18 14.

La mobilisation transpartisane lancée par S&P à l'été 2017 pour la « moralisation de la vie bancaire » se poursuit, relayée par plus de 320 personnes qui se sont sérieusement engagées à rencontrer leur député sur ce sujet.

L'objectif ? 400 députés ou sénateurs rencontrés par au moins un de leurs

administrés d'ici à la fin de la session ordinaire du Parlement, en juin. Prendre contact avec son élu pour le convaincre d'introduire au Parlement notre loi pour la séparation stricte des banques, cela demande souvent un peu de préparation.

Quoi de mieux que de pouvoir poser directement ses questions à l'un des rédacteurs de cette loi, Karel Vereycken, et à un expert financier, comme Pierre-Henri

Leroy, l'un des conseillers de Jacques Cheminade pour sa campagne présidentielle de 2017 ? C'était le sens du Facebook Live organisé par S&P le 28 février dernier.

Karel Vereycken a ouvert la polémique en montrant, graphiques à l'appui, l'ampleur des bulles prêtes à éclater. Selon lui, face à cette faillite intrinsèque du système financier, qui génère beaucoup plus de dette et de titres financiers que de richesses et d'activités économiques réelles, nous avons le choix : soit nous subissons tôt ou tard un effondrement financier incontrôlé, chaotique, dévastateur pour les populations et l'économie réelle, soit nous provoquons une faillite, mais de manière organisée, où les fonctions bancaires vitales à l'économie réelle et à la population sont mises de côté et sauvegardées (dans les banques de dépôts et de crédit), et les fonctions spéculatrices, purement financières (partie banque d'affaire), passées par pertes et profit et liquidées.

Si Pierre-Henri Leroy ne souhaite pas de « krach », il défend aussi cette séparation bancaire. Son point de vue d'ancien de la banque et de l'industrie, et, aujourd'hui, de conseiller pour les petits actionnaires, est pertinent et très instructif : il faut tout simplement que notre président « remette les banquiers au travail ! » Car son expérience professionnelle lui a appris à quel point les banquiers actuels ne sont plus du tout attachés au financement des entreprises. Un exemple concret : autrefois, les banques avaient toutes un bureau d'étude pour déterminer si les projets des entreprises qui sollicitaient un prêt étaient viables, et donc finançables... Aujourd'hui, il n'y a même plus de bureau d'étude.

Il se trouve aussi que M. Leroy se faisait auparavant l'avocat des banques universelles (les banques d'aujourd'hui, c'est-à-dire celles qui jouent sur les marchés spéculatifs en même temps qu'elles gèrent votre épargne, votre compte courant et vous octroie du crédit). Pourquoi est-il

Séparation des banques Que fait l'opposition ?

■ Si la plupart des 150 députés de tous bords rencontrés par leurs concitoyens dans le cadre de la mobilisation pour la moralisation bancaire se montrent très ouverts au dialogue, et ne cachent pas leur ignorance sur ces enjeux, force est de constater que pour l'instant, ce sont les élus de la majorité présidentielle, ou proches d'elle, qui sont passés à l'action.

Ainsi, après les questions écrites posées par les députés Lise Magnier (Les constructifs), Olivier Gaillard (LREM) et Patrice Perrot (LREM) sur la nécessité de séparer strictement les banques de dépôts et de crédit des banques d'affaires, c'est le député LREM du Finistère, Didier le Gac, qui a interpellé le 30 janvier Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Il a directement évoqué les inquiétudes des épargnants face aux nouvelles règles de renflouement interne (*bail-in*), qui prévoient qu'en cas de faillite d'une banque, les dépôts au-dessus de 100 000 € seront saisis (ce seuil fait déjà l'objet de négociation à Bruxelles pour être abaissé à 80 000 €, ndr).

Où sont les questions écrites, ou même orales, des élus du Parti socialiste, de la France insoumise, du MoDem, du FN, etc. ? La séparation des banques n'est-elle pas incluse dans le programme de leur parti ?

Pendant que s'affrontent les plans com' des uns et des autres pour se positionner comme la véritable opposition, les mises en garde contre les nouvelles bulles se multiplient. Notamment de la part de ses anciens gestionnaires, maintenant à la retraite : après Wolfgang Schäuble (ancien ministre des Finances allemand) et Alan Greenspan (ancien président de la Réserve fédérale américaine), c'est l'ancien directeur de la BCE, Jean-Claude Trichet, qui exprimait le 1^{er} mars son inquiétude sur *BFM* : « La croissance de l'endettement au niveau mondial est très inquiétante »... ■

A l'agenda

Samedi 17 et dimanche 18 mars

Venez rejoindre une équipe à proximité de chez vous et faites connaître notre campagne pour la moralisation de la vie bancaire !

Nouvelle
Solidarité

Publié par Solidarité et Progrès (Parti politique)
B.P. 27 - 92114 Clichy cedex - Tél : 01 76 69 14 50
Commission paritaire N° 0318 P 11222 - ISSN 0339-5936
Directeur de publication : Karel Vereycken
Rédactrice en chef : Christine Bierre
Contacts : ns.redaction@solidariteetprogres.org
ns.abonnements@solidariteetprogres.org
Imprimé par Presses Rotatives 2, passage Flourens 75017 Paris
Dépôt légal à parution - Tirage : 5 000 exemplaires - 2,75 €

CONTACTS SOLIDARITÉ & PROGRÈS

ALSACE Norbert Dumas norbertdum@hotmail.com 06 34 90 48 91
AQUITAINE Daniel Menuet daniel.menuet.2007@free.fr 06 85 24 45 21
AUVERGNE Laurent Gonnet laurent.gonnet@hotmail.com 06 77 30 04 77
BOURGOGNE Olivier Champion ochampia@free.fr 06 23 02 34 84
BRETAGNE Sébastien Drochon sebastiandrochon@solidariteetprogres.org 06 23 80 58 79
CHAMPAGNE-ARDENNE Eugène Pérez perez.e@hotmail.fr 06 32 71 36 91
FRANCHE-COMTÉ Johanna Clerc johannaclerc@solidariteetprogres.org 06 25 62 65 69
HAUTS-DE-FRANCE Arnaud Beils, arnaud.b-lym@hotmail.fr 06 17 05 27 40
LANGUEDOC-ROUSSILLON Julie Péréa, julie-perea@hotmail.fr 06 15 49 44 84
LORRAINE Pierre d'Houtaud, dhouteux@gmail.com 06 50 80 77 71
MIDI-PYRÉNÉES Vincent Crousier, vcrousier@yahoo.fr 06 38 85 08 22
NORMANDIE Philippe Chancerel, chancerel.philippe@neuf.fr 06 08 34 57 39
OUTRE-MER M. Mercier maellemercier@solidariteetprogres.org 06 11 32 36 07
PARIS-IDF Yannick Caroff yannickcaroff@solidariteetprogres.org 06 29 50 18 14
PAYS DE LOIRE Marc Villain, marc.villain2@gmail.com 06 51 55 32 08
POITOU-CHARENTES Samuel D'Houtaud, samuel.dhoutaud@gmail.com 06 37 01 30 62
REGION SUD Pierre Bonnefoy, pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org 06 10 37 14 14
RHÔNE-ALPES Guy Poulain, guy.poulain32@sfr.fr 06 11 90 12 79
BELGIQUE Agora ERASMUS erasmus.politicus@gmail.com
CANADA Tél. : 514 461 1557/7209 - Skype : cdi.crc - www.comiterepubliquecanada.ca

Vous pouvez vous abonner, faire un don et adhérer en ligne sur notre site www.solidariteetprogres.org
Pour nous contacter : 01 76 69 14 50

Mme M. **Ecrire en lettres MAJUSCULES, svp.** 16 mars 2018

Nom _____

Prénom _____

Téléphone _____

Adresse _____

Adresse _____

C. postal _____ Ville _____

Pays _____

Profession _____

E-mail _____

Date et signature obligatoires

Le : _____

Signature : _____

Envoyez ce coupon à :
Solidarité & Progrès BP27 92114 Clichy cedex

ACTION!

SI VOUS DÉSIREZ VOUS ABONNER ET FAIRE UN DON (ET/OU ADHÉRER), IL FAUT IMPÉRATIVEMENT RÉDIGER DEUX RÉGLEMENTS SÉPARÉS, AU MÊME ORDRE.

JE M'ABONNE à Nouvelle Solidarité ÉDITION PAPIER + ÉDITION NUMÉRIQUE + ACCÈS ARCHIVES DEPUIS 2001
1 an (12 n°) Bienfaiteur : 250 € De base : 48 € (64 € hors UE) 6 mois (6 n°) 25 € (33 € hors UE)

* L'abonnement et l'achat de documentation **NE DONNENT PAS DROIT** à la déduction fiscale de 66 % (le **règlement est séparé** du don et de l'adhésion).

JE FAIS UN DON à Solidarité & Progrès 250 € 100 € Autre montant _____ €

J'ADHÈRE à Solidarité & Progrès 40 € l'adhésion annuelle 20 € pour les chômeurs, étudiants, précaires.

** Le don et/ou l'adhésion **DONNENT DROIT** à la déduction fiscale de 66 % (donc, leur **règlement est séparé** de l'abonnement).

SOLIDARITÉ & PROGRÈS, PARTI POLITIQUE, ASSOCIATION SELON LA LOI DE 1901, DÉCLARÉE À LA PRÉFECTURE DE POLICE LE 29 FÉVRIER 1996, PARUTION AU J.O. DU 27 MARS 1996 (N° 1777).

Solidarité et Progrès ne peut accepter de dons que par l'intermédiaire de son mandataire financier, Pierre Bonnefoy, désigné le 4 octobre 1995 et enregistré auprès de la Préfecture de Paris. Vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra de déduire de vos impôts 66% de la somme versée (dans la limite de 20% du revenu imposable).

Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique :

Article 11-4 - Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un ou de plusieurs partis politiques ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. (...) Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques, ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers, ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. (...)

Article 11-5 - Ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement. (...)

POUR L'ABONNEMENT JE RÉGLE € **POUR LE DON ET/OU L'ADHÉSION JE RÉGLE** €

Par chèque(s) à l'ordre de : « Pierre Bonnefoy, mandataire financier de S&P ».

Par virement(s) à l'ordre de : « Pierre Bonnefoy, mandataire financier de S&P » (joignez votre RIB) :

CCM Paris Magenta Gare de l'Est IBAN : FR76 1027 8060 7600 0552 0834 063 - BIC : CMCIFR2A